

Dirigeants syndicaux, boycottez le sommet antisocial de Sarkozy du 18 janvier 2012 !

Le 1^{er} décembre 2011, Sarkozy a annoncé à Toulon qu'il convoquerait à un « sommet social » pour préparer de nouvelles attaques contre les travailleurs et y associer les organisations syndicales.

En janvier prochain, j'inviterai tous les partenaires sociaux à participer à un sommet sur l'emploi pour que chacun puisse apporter des solutions, faire des propositions. Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.

Quels « partenaires sociaux » ? Il n'y a pas de partenariat entre les classes, mais lutte entre elles. Les « grandes questions », celles de la crise du capitalisme, de l'archaïsme des frontières, du chômage, de la pauvreté, de la guerre, peuvent être affrontées de deux manières.

Une manière qui aggrave les problèmes, celle de la vieille bourgeoisie française. Elle n'a à proposer que le chômage pour une partie des travailleurs (4,5 millions) et l'intensification de l'exploitation de celles et ceux qui ont un emploi (« travailler plus longtemps », « travailler davantage » selon les termes de Sarkozy ce jour-là), le tout s'accompagnant des interventions impérialistes dans les pays pour y défendre sa part du butin et de la désignation d'une partie du prolétariat (chômeurs, jeunes des quartiers paupérisés, étrangers) comme boucs émissaires des effets de la crise capitaliste.

Une voie qui résout les grandes questions, celle du prolétariat. La classe qui produit les richesses et qui représente l'avenir de la société a tout intérêt à diminuer le temps de travail sans perte de salaire pour éradiquer le chômage, préserver la santé des producteurs et leur donner le temps de contrôler la société. Elle a intérêt à collectiviser les moyens de production pour organiser la production et la répartition à l'échelle de l'Europe et du monde.

Sarkozy, dans le même discours, a tenté de faire retomber la responsabilité de la crise, non sur le capitalisme, ni sur les actionnaires et les dirigeants d'entreprises qui exploitent, spéculent et licencient, mais sur les travailleurs salariés, qui seraient des fainéants.

La retraite à 60 ans et les 35 heures ont été des fautes graves dont nous payons aujourd'hui lourdement les conséquences.

Selon Sarkozy, la dette publique elle-même serait due à la force excessive du prolétariat qui serait capable de « bloquer » l'économie.

Depuis des décennies, nous dépensons trop et souvent mal. Cela ne peut plus durer. L'habitude qu'avait prise l'État d'être un guichet où l'on répondait oui, non pas à ceux qui en avaient le plus besoin, mais à ceux qui pouvaient protester le plus et bloquer le plus. Cela ne peut plus durer.

Pour le gouvernement, la dette publique n'a rien à voir avec les dépenses militaires (officiellement 41 milliards d'euros, en fait plus), avec la fiscalité de plus en plus favorable aux riches, avec les multiples exemptions et subventions dont bénéficient les groupes capitalistes, en particulier ceux de la finance et de l'automobile.

Sarkozy veut donc continuer ce qu'il appelle ses « réformes », c'est-à-dire la destruction de tout ce que la classe ouvrière a arraché au cours des décennies précédentes. En effet, la classe capitaliste française considère les concessions antérieures comme autant d'entraves dans sa concurrence vis-à-vis de ses rivales, en particulier allemande ou chinoise.

Les intentions du président au service des grands capitalistes et du principal parti de la bourgeoisie française sont à peine cachées : imposer la baisse des salaires par la généralisation du « chômage partiel » quand cela arrange les patrons ; diminuer une fois de plus les cotisations des patrons à la sécurité sociale et augmenter la TVA antisociale qui pèse plus sur les familles de la classe ouvrière que sur celles des capitalistes.

Dans ces conditions, toute travailleuse consciente, tout travailleur conscient ne peut que réprover la décision de toutes les confédérations d'obéir à la convocation de Sarkozy, de cautionner l'opération de TVA antisociale et de faciliter la politique d'austérité de ce gouvernement anti-ouvrier.

Pourtant, les directions de la CGT, de la CFDT et de FO ont l'intention de s'y rendre. Pourtant, l'UNSA et Solidaires qui ne sont pas convoquées ne s'opposent pas, la FSU y quémande une place. Quand Sarkozy a annoncé qu'il allait s'en prendre aux retraites le 1^{er} janvier 2011, Thibault a ensuite trinqué avec lui, les confédérations ont continué à siéger au Conseil d'Orientation des Retraites, elles ont participé au sommet social qui a suivi et puis elles ont refusé d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait du projet du gouvernement. Résultat, l'âge de la retraite est passé à 62 ans. Il ne peut rien sortir de bon du sommet du 18 janvier.

Si les organisations syndicales défendent les intérêts des salariés contre le patronat et contre le gouvernement au service des patrons, elles n'ont rien à faire dans le prétendu sommet social. Leur présence ne servirait qu'à légitimer les prochaines attaques contre les travailleurs..

Pas un représentant syndical au sommet antisocial du 18 janvier ! Départ des représentants syndicaux du Conseil d'Orientation des Retraites et des conseils d'administrations des entreprises ! Interdiction des licenciements ! Annulation de la dette publique et expropriation des banques ! Diminution du temps de travail sans baisse des salaires et avec embauche !

Comité Communiste Internationaliste (Trotskyiste), Groupe Bolchevik [Collectif Révolution Permanente]